

Distr.  
LIMITEE

CEA/MULPOC/YAO/CE/XII/MD

Original :  
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation et  
d'Exécution de Projets pour l'Afrique  
Centrale I (MULPOC de YAOUNDE)

Douzième Réunion Ordinaire du Comité des Experts  
YAOUNDE, 25-28 Mars 1991

MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES RELATIVE AUX  
INFORMATIONS COMMERCIALES ET A LA COLLECTE  
D'INFORMATIONS RELATIVES AUX MATIERES  
PREMIERES DE LA SOUS-REGION

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

10/10/1944

## Introduction

- . Niveau des échanges commerciaux
- . Obstacles au développement des échanges commerciaux
- . L'information commerciale, son importance

### I. Situation des systèmes d'information dans la sous-région:

1. PADIS
2. CARIS
3. OAB
4. CAMRDOC (Centre de Recherche pour le développement des  
mines en Afrique centrale)
5. OAPI
6. FACC
7. UDEAC
8. CEEAC
9. MULPOC

### II. Perspectives

1. Généralités - vers un réseau sous-régional intégré d'information commerciales
2. Evolution du système PADIS dans la sous-région : le réseau et ses cellules de base (les centres nationaux)
3. Evolution du système d'information commercial :
  - (i) à court terme
  - (ii) à moyen et long terme

### III. Conclusions et recommandations

## I. Introduction

L'intensification des échanges commerciaux entre les états membres du MULPOC de Yaoundé a toujours constitué un élément central dans toutes les stratégies d'intégration économique de la sous-région. Force est cependant de constater qu'en dépit des mécanismes de libéralisation du commerce intra-sous-régional prévus dans les structures de l'UDEAC et de la CEEAC, le niveau des échanges est resté faible.

La diversification insuffisante de la production industrielle, le maintien de barrières tarifaires et non tarifaires, les problèmes de paiement, les structures extraverties des réseaux de commercialisation etc....

Un examen des productions existante et de la liste de produits constituant les échanges extérieurs des pays de la sous-région permet cependant de constater que même lorsque certains produits existent dans la zone, les sources d'importation extérieures à la zone continuent de jouir d'une prévalence certaine.

Cette prévalence est maintenue par l'interaction de plusieurs axes hégémoniques dont les flux financiers (aides, crédits, monnaie...), l'influence politique (accords bilatéraux et multilatéraux), les canaux de distribution verticalement intégrés des sociétés transnationales mais également par l'opacité du marché. L'opacité est un tropisme du commerce extérieur qui restreint la possibilité de choix de l'acheteur suite à une information biaisée au détriment des fournisseurs dont l'offre est occultée soit par l'absence totale d'information ou par une information inadéquate. C'est ainsi que l'on a pu identifier 157 familles de produits que les pays de l'Afrique centrale continuent d'importer hors sous-région alors qu'ils sont disponibles chez des partenaires de la sous-région (voir enquête du projet 88/079 CCI/CEEAC en annexe).

La modicité du commerce intra-africain et son caractère stagnant, voire régressif sont dans une grande mesure une résultante de l'opacité de nos marchés. Il est donc urgent de mettre l'accent sur le développement de systèmes d'information commerciale et de favoriser la culture publicitaire dans les pays africains pour mettre nos opérateurs (importateurs et exportateurs au fait des possibilités qui leur sont offertes au sein du continent.

En Afrique centrale diverses actions ont été menées dans ce sens : Il existe des ébauches de systèmes et de réseaux d'information commerciale au sein de la Fédération des chambres de commerce de l'Afrique centrale (F.C.C.A.C.) et de la C.E.E.A.C. (Projet RAF/88/079 C.C.I.) ainsi que des unités de documentation ayant trait à la production et à la normalisation (Systèmes d'information O.A.P.I. et U.D.E.A.C. - Recherche scientifique). Le Système Panafricain de documentation et d'information a également prévu comme maillon du réseau PADIS la création du Système d'Information et de documentation de l'Afrique centrale (CADIS) ainsi que les centres nationaux correspondants à cette unité centrale.

C'est sans doute le souci de créer un lien entre toutes ces tentatives et d'unifier les réseaux en gestation qui a emené le Conseil des Ministres du MULPOC de Yaoundé lors de sa 11e session à retenir dans le Programme de Travail du centre des rapports sur (i) la mise en place d'une base de données relatives aux informations commerciales dans la sous-région et (ii) la création d'une centrale de collectes d'informations sur les matières premières disponibles dans la sous-région.

Il s'agit là de deux thèmes qui se ramènent à un besoin, celui d'un système et d'un réseau d'information sur la production et le commerce actuel et potentiel de la sous-région avec elle-même ou avec l'extérieur (dans le cas des matières premières).

Dans ce rapport nous ferons d'abord le point sur la situation des systèmes et réseaux d'information en gestation dans la sous-région avant de nous pencher sur l'évolution de tous ces éléments vers des banques de données et un réseau sous-régional d'information économiques et commerciales.

## II. Situation des systèmes d'information en Afrique centrale

Il existe dans la sous-région une bonne dizaine de projets de systèmes et réseaux d'information dont la réalisation a atteint des degrés divers. Ces systèmes d'information ont soit une couverture sous-régionale ou régionale et sont soit sectoriels ou multisectoriels. Certains des systèmes sous-régionaux sont en fait des maillons de réseaux continentaux en gestation (CADIS, CARIS).

### 1. Le système de documentation et d'information de l'Afrique centrale (C.A.D.I.S.)

Le système de documentation et d'information de l'Afrique centrale (C.A.D.I.S.) est partie intégrante du Système Panafricain de Documentation et d'Information pour le Développement (P.A.D.I.S.). Comme le PADIS, le CADIS est conçu comme un système et un réseau. Le Système CADIS reprendra dans sa configuration les mêmes éléments que le PADIS. Il sera composé de :

CADIS DEV : Fichier de Développement économique et social de l'Afrique centrale qui reprendra les analyses documentaires effectuées par l'unité centrale PADIS de la CEA et à terme ses propres analyses documentaires

CADIS COM : Recueil de fichiers spécialisés complémentaires relatifs à la sous-région établis par des organismes et projets compétents. Il s'agit de

fichiers sectoriels (commerce, santé, normes, etc... non contenus dans le CADIS DEV

**CADIS NET** : Interconnection des centres nationaux de documentation et d'information participant au réseau et accès par télétraitement à des banques de données extérieures. Cet élément suppose l'existence de centres nationaux de documentation et d'information économiques dans les pays de la sous-région et l'interconnection des réseaux de télécommunication

CADIS qui a été conçu pour couvrir à partir de Kinshasa, Zaïre l'ensemble des pays de l'Afrique centrale a connu beaucoup de retard dans sa réalisation. L'unité centrale n'a pas été établie et l'assistance à la mise en place des centres nationaux participants n'en est qu'à ses débuts (les missions préliminaires d'identification des besoins par le PADIS ont démarré).

## **2. Le Système d'information et de documentation de la C.E.E.A.C.**

Il s'agit avant tout d'un centre de documentation conçu avec l'assistance du PADIS dans le cadre du projet multisectoriel RAF/88/049/A/01/-51 exécuté par la CEA sur financement PNUD. Ce centre est parti pour être un centre participant institutionnel du système panafricain de documentation et d'information pour le développement économique (PADIS) donc de CADIS au niveau sous-régional.

## **3. Le réseau B.E.A.C. d'information et de documentation économiques**

Les unités de documentation et d'information des agences B.E.A.C. constituent de fait un réseau par le biais duquel la Banque des Etats de l'Afrique centrale procède à la collecte de

données économiques pour la confection de ses rapports et dont l'analyse guide les dirigeants dans la formulation de leurs politiques monétaires. Ce réseau couvre 6 des 7 états. Ce réseau pourrait fournir beaucoup de données au CADIS dans le cadre d'un fichier complémentaire "Monnaie-Finance" de ce dernier.

## **B. Les systèmes d'information et de documentation spécialisés**

Il s'agit de systèmes à orientation sectorielle très souvent conçus dans un cadre institutionnel non moins spécialisé.

### **1) Le système d'information sur les recherches agronomiques en cours (C.A.R.I.S.)**

Le système d'information sur les recherches agronomiques en cours (C.A.R.I.S.) est coordonné au niveau sous-régional par le MULPOC qui agit de centrale de collecte de données sur les programmes de recherche agronomiques et qui produit en collaboration avec la FAO, agence d'exécution du projet inter-régional CARIS.

### **2) Le système d'information et de documentation de l'organisation africaine du bois (OAB)**

L'OAB gère depuis 1985 un service de documentation ainsi qu'un service de statistiques. Ces deux services constituent un moyen de système d'information commerciale à développer pour une bonne maîtrise du marché international du bois.

Le Système d'information de l'OAB a une vocation continentale mais l'implantation du siège de cette organisation et l'importance du bois dans l'économie de la quasi totalité des pays de l'Afrique centrale lui confère un rôle important dans la sous-région pour ce qui est de la collecte et de la diffusion d'informations sur l'une des matières premières les plus importantes de la zone.



3) Le Centre de recherche et de développement des mines en Afrique centrale (CAMRDOC)

Institution parrainée par la CEA, le centre dispose d'un fonds documentaire sur les divers minerais de la sous-région.

4) Le Système d'information et de documentation de l'organisation africain de la propriété intellectuelle (O.A.P.I.)

L'O.A.P.I. dont le siège est à Yaoundé dispose également d'un service de documentation et d'information informatisé.

5) Le Système de Documentation et d'information de l'U.D.E.A.C.

L'UDEAC dispose en son sein d'un Centre de Documentation et d'information spécialisé sur la recherche scientifique. Ce Centre est équipé d'ordinateurs H.P.

6) Les Systèmes d'information commerciale de la Fédération des chambres de commerce de l'Afrique centrale (FCCAC) et du projet RAF 88/079/PNUD/C.C.I. (CEEAC).

a) La F.C.C.A.C.

La Fédération des chambres de commerce de l'Afrique centrale a été créée en 1982. Elle a son siège à Brazzaville. Elle a pour objectif principal la promotion des échanges et la coopération industrielle entre les états de la sous-région.

La fonction collecte et diffusion de l'information commerciale est un élément central dans la stratégie de la Fédération. La F.C.C.A.C. dispose d'un service de documentation et d'information commerciales embryonnaire et sommairement équipé (équipé de micro-ordinateurs).

L'institution a pour vocation d'être un centre d'excellence pour la collecte et la diffusion de l'information commerciale dans la sous-région mais elle connaît des difficultés financières qui l'empêchent de jouir ce rôle.

**b) Le projet RAF/88/079 (C.E.E.A.C.)**

Ce projet a pour objectif la création et le fonctionnement d'un réseau sous-régional d'information commerciale, assurant une circulation constante et régulière de renseignements commerciaux vers les entrepreneurs du secteur privé par un système d'information exhaustif informatisé et interconnecté appliquant des normes communes à la sous-région concernant la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information afin d'informer, en temps opportun, les opérateurs des débouchés ouverts dans ladite sous-région et d'y accroître ainsi les échanges commerciaux.

Une base de données sur 430 produits d'intérêt pour la sous-région est opérationnelle dans le cadre du projet et son utilisation a permis, lors de la foire de la CEEAC à Kinshasa de rapprocher près de 170 entreprises sur 30 produits sur lesquels, faute d'information il n'y avait presque pas d'échanges dans la sous-région.

Le projet couvre pour le moment cinq pays (RCA, Congo, Cameroun, Gabon, Zaïre).

Le Système d'information et l'unité centrale sont des réalités. Les centres participant au réseau sont entrain d'être mis en place au sein des chambres de commerce des pays membres.

L'extension du réseau au reste des pays de la sous-région est envisagée (voir document de projet en annexe).

**II. Les perspectives**

Comme nous l'avons constaté, l'Afrique centrale ne compte pas moins d'une dizaine de systèmes d'information plus ou moins spécialisés mais tous dans le domaine économique. La sous-région ne compte cependant qu'un seul réseau complet, celui de la B.E.A.C. qui porte sur des données macro-économiques. Le réseau d'information commerciale du projet 88/079 est entrain d'être mis en place mais ne sera effectif que lorsque les centres participants auront été mis en place dans les chambres de commerce de la zone.

Il n'y a pas de duplication entre la plupart des systèmes mais il n'y a pas non plus les échanges et les "passerelles" nécessaires entre tous ces systèmes qui peuvent apporter aux opérateurs économiques des données utiles aux transactions commerciales mais également aux investissements. Il devient donc nécessaire d'évoluer vers un réseau sous-régional intégré d'informations économiques, c'est précisément la vocation du C.A.D.I.S.

#### **A. Evolution du C.A.D.I.S.**

La mise en place effective du C.A.D.I.S. passe par la création et/ou la consolidation des centres nationaux participants et leur interconnection. Le PADIS est entrain d'identifier et d'évaluer ces centres et procéder à la formation du personnel nécessaire à leur fonctionnement effectif dans chacun des pays de la sous-région. La priorité que les pays voudront bien accorder à ces centres devrait permettre de trouver le financement nécessaire pour leur équipement en matériel.

#### **B. Evolution des autres systèmes d'information de la sous-région et leur coordination avec C.A.D.I.S.**

La structure du C.A.D.I.S. dans sa partie fichiers complémentaires intègre les autres systèmes d'information que nous avons cités plus haut. Il s'agit donc de renforcer les systèmes institutionnels existants et de veiller à leur compatibilité avec

le P.A.D.I.S. dans son ensemble. Il en est de même des systèmes d'information commerciale et des réseaux tels que le FACC et le réseau RAF/88/079.

### C. Evolution du système d'information commercial sous-régional

#### 1. Renforcement et consolidation des centres participants

Il faudrait accélérer la mise en place dans les chambres de commerce des centres participant au réseau en cours de création, les doter du matériel informatique nécessaire et des compétences requises pour la collecte des données sur tous les produits y compris les matières premières.

#### 2. Unification des systèmes FCCAC et RAF/88/079

Cette unification est nécessaire pour éviter la duplication des efforts et réaliser l'économie des ressources. Elle peut se réaliser par l'intégration de la FCCAC dans le "système" de la C.E.E.A.C. comme organisme affilié ou spécialisé et le transfert effectif du projet à la FCCAC. Ce transfert renforcerait la fonction information de la Fédération et permettrait d'en faire l'unité centrale d'un réseau de collecte, analyse et diffusion de l'information commerciale sur tous les produits de la sous-région y compris les matières premières. Cette unité centrale disposerait alors de banques de données pertinents et tisseraient des liens avec le CADIS et d'autres banques de données dans et en dehors de la sous-région.

### III. Conclusions et recommandations

L'opacité occulte les possibilités qu'offrent les marchés de la sous-région. Pour le développement et l'expansion des échanges sous-régionaux, il faut promouvoir la culture publicitaire chez les opérateurs et de manière générale une circulation systématique de

l'information commerciale sur tout ce qui est produit et/ou consommé dans la sous-région y compris les matières premières.

l'Afrique centrale compte un certain nombre de banques de données économiques générales spécialisées d'importance pour les opérateurs économiques. Ces banques de données sont à intégrer dans un système et un réseau sous-régional d'information, c'est l'objectif du C.A.D.I.S. qui peut gérer les produits de tous ces systèmes dans ses fichiers complémentaires.

Avec le projet RAF/88/079, la sous-région compte un système d'information fiable qui devrait être consolidé et développé en réseau d'information commerciale en étroite association avec la Fédération des Chambres de commerce de l'Afrique centrale (F.C.C.A.C.). Le projet en cours d'exécution et le document qui a été préparé en vue de l'extension du réseau à l'ensemble de la zone devraient être appuyés par tous les pays de la sous-région.

Les mesures suivantes devraient être prises pour la consolidation des systèmes d'information de la sous-région, le fonctionnement effectif de C.A.D.I.S. et du système d'information commerciale :

- i) l'unité centrale C.A.D.I.S. devrait être mise en place très rapidement;
- ii) l'on devrait avec la collaboration de PADIS veiller à la compatibilité des systèmes d'information de la sous-région;
- iii) PADIS devrait accélérer la mise en place des centres nationaux CADIS de la sous-région et assurer la formation du personnel sélectionné;

- iv) la Fédération des chambres de commerce de l'Afrique centrale devrait être renforcée et intégrée dans le système CEEAC comme organisme affilié ou spécialisé;
- v) les états de la sous-région devraient adopter des résolutions demandant aux bailleurs de fonds en général, au PNUD, au FASNUDA et au CCI de considérer ces projets comme prioritaires.

FONDS D'AFFECTATION DES NATIONS UNIES  
SPECIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE  
L'AFRIQUE  
(FASNUDA)

PROJET SOUS-REGIONAL DES GOUVERNEMENTS DU BURUNDI,  
GUINEE EQUATORIALE, RWANDA, SAO-TOME ET PRINCIPE,  
TCHAD ET ANGOLA (PAYS AYANT UN STATUT D'OBSERVATEUR)  
SOUS L'EGIDE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC).

Numéro du projet :

Titre du projet : Réseau d'information pour l'échange de données  
économiques et commerciales

Durée : Deux ans

Secteur ACC/PNUD 07 - 0740  
et Sous-secteur

Organismes

coopérateurs : - Organismes nationaux compétents des pays  
participants ;  
- Services compétents des organismes régionaux  
et sous-régionaux participants : (CEEAC et UDEAC)

Agence d'exécution : Commission Economique pour l'Afrique  
(MULPOC-YAOUNDE) en collaboration avec  
le Centre du Commerce International  
CNUCED/GATT (CCI)

Début prévu des  
opérations :

Janvier 1991

Financement FASNUDA :

\$US 648.500

## A. Cadre général

### 1. Présentation du sous-secteur

Le manque d'information sur les activités des entités et des opérateurs économiques de la sous-région est un obstacle majeur pour le développement de la coopération et de l'intégration économique et commerciale des pays africains. Cette appréciation de la situation se retrouve dans plusieurs déclarations adoptées par des conférences internationales - Plan d'action de Lagos et Acte final de Lagos (1980) ; Programme prioritaire de réhabilitation économique pour l'Afrique (1986-1990), adopté par l'Assemblée des Chafs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine à sa 21ème session régulière, tenue à Addis Abéba en Juillet 1985 ; Programme d'action des Nations Unies pour la réhabilitation et le développement économique de l'Afrique 1986-1990 ; et Treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale (Juin 1986). Mettant en vedette le problème de l'information commerciale, la première Conférence des chambres de commerce d'Afrique et d'Amérique latine (Oct. 1985) et la première Conférence des banquiers d'Afrique et d'Amérique latine (Septembre 1986), ont signalé à nouveau la nécessité de mettre en place un réseau d'information commerciale pour remédier à la pénurie d'informations sur les activités commerciales.

S'agissant des stratégies, des principes et de la planification du développement régional, il est souligné dans le Plan d'action de Lagos le rôle catalyseur que l'expansion des échanges entre pays africains peut jouer pour accélérer leur croissance économique. Il y est préconisé d'ailleurs une harmonisation et une intensification des actions visant le développement de la production, afin d'utiliser au mieux les ressources limitées existantes et de créer des conditions favorables à l'autonomie collective sur les plans régional et sous-régional.

Lors des réunions que le PNUD a organisées aux échelons sous-régional et national pour renforcer et approfondir sa décision de faire du secteur privé l'un des instruments privilégiés de sa politique de développement économique, la question du besoin d'informations sur l'activité économique a été mise au premier plan dans diverses recommandations.

Issu de ces réunions, un projet visant l'établissement d'un réseau d'information commerciale parmi les cinq pays participants de l'Afrique centrale, membres de la CEEAC, a été initié en 1989 et se trouve actuellement en plein essor. L'unité centrale du réseau a été déjà établie et se trouve au Siège de la CEEAC. Le réseau consiste en cinq unités nationales établies dans les chambres de commerce au Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Gabon et Zaïre. Le but est de promouvoir le commerce entre les pays participants au bénéfice du secteur privé.

Lors des diverses rencontres sous-régionales, notamment au niveau de la Fédération des Chambres de commerce de l'Afrique centrale (FCCAC) et plus récemment durant les séminaires tenus lors de la Foire de la CEEAC à Kinshasa, plusieurs pays membres



(Angola, pays observateur) ont exprimé leur intérêt pour participer au réseau d'information commercial sous-régional.

2. Stratégie du pays hôte

Le présent projet concerne un groupe de pays qui ont chacun leurs propres programmes de développement économique et social. Toutefois, en matière de politique de développement sous-régional, ces pays, en tant que groupe, adhèrent au même objectif d'autonomie collective et de développement harmonieux, qui devrait entraîner des propositions de liaisons intersectorielles. En matière monétaire, douanière et commerciale, cette orientation du développement sous-régional vise à impliquer la libéralisation des échanges et un développement coordonné des productions, associés à des arrangements de coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications.

3. Assistance antérieure ou en cours

Les pays intéressés par le projet sont le Burundi, la Guinée Equatoriale, le Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, le Tchad et l'Angola (Statut d'observateur). Sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique, dont ces pays sont membres, des actions sont en cours dans un certain nombre de domaines afin de renforcer les capacités des divers Secrétariats de la Sous-région et de contribuer ainsi à l'intégration économique régionale. A l'échelon national, le CCI exécute également des projets nationaux de promotion des échanges.

Il est prévu dans le cadre de ce projet de participer à des actions visant l'intégration économique basé sur une étude des courants commerciaux. Cette étude fournit un tableau - selon leur valeur (au moins \$US 50.000 par an), par année, par pays importateur et par pays exportateur - des échanges commerciaux de tous les pays appartenant au groupe sous-régional de la CEEAC portant sur quelque 2.000 produits.

Toutefois, les activités susmentionnées n'atteignent pas encore une ampleur suffisante pour répondre à la nécessité de rassembler et de diffuser des informations commerciales à jour destinées au secteur privé du commerce. Le présent projet concerne précisément les producteurs, les importateurs et les exportateurs des pays intéressés, son objet principal étant de mettre en place un système d'échange d'informations commerciales pratiques au sein du monde du négoce de la sous-région. Celui-ci sera complémentaire des activités déjà accomplies à ce jour afin d'intégrer tous les pays membres de la CEEAC dans un seul réseau d'information commercial.

4. Cadre institutionnel prévu pour le sous-secteur

Comme déjà mentionné, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale

(CEEAC)<sup>1/</sup> est une organisation intergouvernementale chargée de concevoir et d'exécuter des programmes concernant les stratégies, principes et plans en vue d'un développement harmonieux et coordonné. A ce titre, toutefois, son action n'a pas de répercussions directes dans le secteur des affaires. C'est pourquoi, le présent projet devra opérer dans le cadre institutionnel des chambres de commerce (et/ou des organismes nationaux de promotion des échanges) et être conçu de manière à répondre directement aux besoins particuliers en information commerciale du secteur privé de chaque pays et à mettre en place un système d'échanges d'informations commerciales entre les chambres de commerce et leurs membres respectifs.

B. Justification du projet

1. Situation actuelle - Problèmes à traiter

La pénurie générale d'information sur la capacité de l'offre et le potentiel de la demande des marchés non traditionnels entrave très gravement le développement des échanges intra-régionaux en Afrique. Cette carence cruciale, concernant en particulier les activités économiques des pays intéressés par le projet, a été l'un des problèmes fondamentaux soulevés par les participants des réunions sous-régionales ou nationales du PNUD sur le rôle du secteur privé dans le développement économique. La situation est due, certes, à une mauvaise préparation des données relatives à l'offre et à la demande, mais aussi, fait plus important, à l'absence d'une infrastructure sous-régionale de collecte, traitement et diffusion des données. Il n'est pas réaliste de penser que des mesures de libéralisation, prises à l'échelon sous-régional, suffiront à elles seules pour accroître les échanges. Pour cela, il faut que les débouchés puissent être identifiés et portés à la connaissance du monde du commerce, en particulier des producteurs, des importateurs et des exportateurs du secteur privé, afin de leur faire connaître et évaluer les possibilités réelles d'échanges.

Pour le développement et l'expansion du commerce intra-sous-régional, il importe qu'il existe des échanges d'informations par l'entremise d'un point central de stockage et de diffusion de l'information. Pour devenir un instrument vraiment apte à stimuler effectivement les opérations commerciales actuelles, ce point central doit pouvoir faire en sorte que les informations commerciales arrivent directement au négociant intéressé grâce au réseau de centres d'information correspondants dans les Etats membres. En outre, afin d'effectuer la série d'actions nécessaires pour développer de nouveaux échanges, il faut avoir aisément accès à des données et des faits qui permettent d'évaluer les perspectives commerciales d'un produit et d'un marché donnés et de décider du genre de mesures à prendre pour exploiter des débouchés potentiels. La collecte d'informations sur les produits et les marchés de la sous-région a été presque

---

<sup>1/</sup> Cinq pays intéressés par le projet sont membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), et l'Angola y participe en tant qu'observateur.

négligeable jusqu'à présent, ne servant qu'à des fins ponctuelles. D'ailleurs, l'absence de moyens appropriés d'analyse et de diffusion des données commerciales sur les plans nationaux et sous-régionaux interdit l'utilisation de ces informations dans le cadre régional, même si elles étaient disponibles.

La mise en place de tels moyens exige la création dans les plus brefs délais d'un réseau d'information reliant les pays participants qui repose sur les mêmes stratégies, normes et pratiques de collecte et d'analyse des données et applique des méthodes uniformes de diffusion de l'information dans le secteur commercial privé.

Ce système d'information commerciale interconnecté rendrait possible des échanges constants de renseignements commerciaux et constituerait aussi un excellent outil pour promouvoir les objectifs de l'action concernant le secteur privé en Afrique, et favoriserait les efforts d'intégration économique de cette sous-région.

Les capacités techniques de nombreux pays africains ne permettraient pas à présent la création d'un réseau d'information régional couvrant tout le continent. Dans plusieurs sous-régions, des travaux en vue de la mise en place d'un réseau d'information sont en cours - entre les pays de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, par exemple, le présent projet est destiné à compléter le réseau existant dans la sous-région et créer un réseau d'information sous-régional reliant d'autres groupes de pays africains, ce qui correspond exactement aux vœux des participants des diverses réunions sous-régionales concernant le secteur privé, et tenues sous l'égide du PNUD. On peut penser qu'une fois les réseaux d'information sous-régionaux opérationnels, il sera possible d'étendre le programme général des réseaux de façon à connecter d'autres pays d'Afrique.

## 2. Situation prévue à la fin des opérations

Il est prévu qu'une fois le projet terminé, le réseau mis en place permettra aux opérateurs du secteur privé d'avoir accès à des informations à jour sur les débouchés commerciaux existants dans toute la sous-région. Cette information comportera les catégories de données ci-après pour tous les pays de la sous-région : statistiques (classés selon les codes CTCI et NCCD) des produits importés et exportés ; spécifications des produits et normes de contrôle de la qualité ; noms et adresses des importateurs et des exportateurs par produit traité ; foires et expositions commerciales ; réglementation commerciale, y compris formalités et tarifs douaniers, taxes à l'importation et à l'exportation, etc. ; renseignements sur les produits, prix et marchés ; appels à soumission et offres de marchés ; questions connexes : exigences en matière de manutention, emballage et étiquetage, transport et transit, etc.

Dans chaque pays intéressé, le projet aura aidé à mettre en place ou à consolider l'infrastructure nationale grâce à : la fixation de normes et de pratiques concernant la collecte, la classification, l'analyse et la diffusion sélective de l'informa-

tion commerciale ; la mise au point de bases de données nouvelles ou améliorées et informatisées concernant les fichiers documentaires ou bibliographiques, les répertoires d'importateurs et d'exportateurs, les mesures de régulation des échanges, les soumissions, les tarifs douaniers, les accords préférentiels, les statistiques, les prix, l'information sur les marchés, etc. ; la formation du personnel aux techniques de gestion de l'information.

La mise en réseau exigera l'application de normes communes, assurera les échanges d'informations commerciales entre les pays participants et la diffusion de ces informations parmi les hommes et les femmes d'affaires du secteur privé.

Cependant, il ne serait pas réaliste de penser qu'une entreprise aussi vaste et complexe pourra être achevée en deux ans, soit la durée du projet. Il s'agit plutôt de poser les bases de ce qui pourra devenir ultérieurement un réseau complètement opérationnel et dynamique d'échanges d'informations, apprécié et pleinement utilisé par les entrepreneurs du secteur privé.

### 3. Bénéficiaires prévus du projet

Le présent projet vise directement les opérateurs du commerce privé. Pour atteindre des dirigeants, il faudra, toutefois, passer par des intermédiaires : les organismes nationaux chargés de fournir des services aux hommes d'affaires et de promouvoir le commerce extérieur. Dans tous les pays intéressés par le projet, un organisme national sera choisi à cet effet - chambre de commerce ou organisme de promotion du commerce extérieur - et la participation et la contribution de chacun d'eux sera aussi envisagée. Un effort particulier sera fait pour accroître le rôle des femmes dans les échanges commerciaux avec l'étranger, qu'il s'agisse d'opérateurs ou du personnel de l'organisme national choisi. De plus, on s'efforcera tout particulièrement à ce que les femmes figurent dans une proportion appropriée parmi les bénéficiaires.

### 4. Stratégie du projet et accords avec les organismes concernés

Comme exposé ci-dessus, à l'échelon national, le projet est destiné à doter l'organisme national, qui est au service du monde des affaires, des capacités voulues en renforçant ses activités d'information commerciale. Plus précisément, la stratégie du projet consiste à amplifier et diversifier le commerce d'importation et d'exportation de la sous-région en mettant à la disposition des opérateurs privés des informations à jour sur des débouchés réels. Cela correspond exactement aux observations faites par les hommes d'affaires lors des réunions nationales ou sous-régionales concernant le secteur privé.

Dans chaque pays du groupe, un organisme national existant sera choisi et "l'institution" au travers de laquelle le projet sera exécuté. Parmi ces pays, une des institutions sera

désignée comme un point central pour le stockage et la diffusion des données. Il est vraisemblable que l'organisme désigné sera une chambre de commerce (ou, le cas échéant, un organisme national de promotion des échanges), mais le choix définitif n'aura lieu qu'au cours du premier trimestre des opérations du projet, avec l'accord des pays intéressés.

5. Motifs de l'assistance fournie par l'agence d'exécution

Le présent projet est destiné à donner suite au programme, en exécution dans la sous-région, visant renforcer le rôle du secteur privé dans le développement économique, dans le cadre duquel des réunions ont été organisées en Afrique aux niveaux national et sous-régional. Ledit programme comportedeux axes principaux : a) le développement des capacités des opérateurs privés et l'expansion des petites et moyennes entreprises ; b) une assistance directe pour la privatisation des entités semi-publiques. Parmi les actions visant à créer les conditions favorables au développement de l'entreprise privée, une place prépondérante est accordée à la mise à disposition de ce secteur d'informations facilement accessibles sur les produits et les marchés.

6. Remarques particulières - liaisons avec d'autres projets

Le présent projet ne doit pas être considéré isolément, mais plutôt comme un élément nécessaire d'un programme plus vaste d'assistance technique fournie pour la promotion des exportations et la gestion des importations des pays concernés. C'est pourquoi les activités du projet seront étroitement coordonnées avec d'autres activités sur les plans national et (ou) sous-régional. D'autre part, un soin particulier sera porté à permettre au réseau prévu l'accès à des sources d'information connexes - la CNUCED, la FAO, l'ISO, la Conférence permanente des compagnies consulaires africaines et françaises, la CEE, etc, - qui pourront aussi alimenter le stock des données nécessaires aux opérateurs du secteur privé. Le projet couvre un domaine non repris dans les projets multisectoriels d'assistance à l'UDEAC et à la CEEAC en cours d'exécution. Il aura un impact important sur la réalisation du PADIS TRADE comfile.

C. Objectifs, résultats escomptés et activités dans l'immédiat

1. Objectif immédiat 1

Elargir et faire fonctionner un réseau sous-régional d'information commerciale, assurant une circulation régulière et constante de renseignements commerciaux pratiques vers les entrepreneurs du commerce privé, par un système d'information exhaustif, informatisé et interconnecté, appliquant des normes communes à la sous-région concernant la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information, afin d'informer, en temps opportun, les opérateurs des débouchés ouverts dans ladite sous-région et d'y accroître ainsi les échanges commerciaux.

## 1.1 Résultat escompté 1

Définition des aspects organisationnels de l'unité centrale du réseau en vue de son expansion y compris le plan de travail, les besoins en matière d'équipement, de personnel de formation, la définition des postes de travail essentiels, les implications financières et administratives. Descriptif des aspects organisationnels des connections à établir entre l'unité centrale et les unités nationales opérant dans tous les pays participants ainsi que leurs accès aux diverses sources de données incluant le siège du CCI à Genève.

### 1.1.1. Activité 1

Désignation formelle du point de liaison officiel avec le réseau dans les chambres de commerce ou les services d'information commerciale nationaux existants ; évaluation des capacités et du fonctionnement des moyens existants ; assistance pour la planification et la mise en place de tels moyens dans les pays qui n'en possèdent pas.

### 1.1.2. Activité 2

Organisation d'une réunion d'experts devant aboutir à : (a) la familiarisation avec les normes communes à la sous-région touchant la méthodologie du CCI sur la collecte, la classification, l'analyse et la diffusion des données ; (b) la détermination de l'information d'intérêt prioritaire pour le commerce privé concernant les produits et les marchés ; (c) une décision sur les matériels et les logiciels d'ordinateur compatibles ; (d) l'échelonnement des connections automatisées à établir entre le point central et les unités nationales.

### 1.1.3. Activité 3

Fourniture et installation de l'équipement, du matériel et des publications essentiels nécessaires à chaque unité nationale ; formation du personnel en matière d'installation et d'utilisation de l'équipement, et de méthodes de maîtrise de la documentation conformément aux normes existantes.

### 1.1.4. Activité 4

Conception et mise en place de données informatisées ou autres, nouvelles ou mieux adaptées, de fichiers de documentation ; collecte et codage des répertoires d'importateurs et d'exportateurs, par pays et par produit ; fichiers des dispositions de régulation du commerce, des tarifs douaniers et des mesures préférentielles ; statistiques commerciales, analyse de faisabilité, valeur et coût de l'accès de l'unité centrale à des organismes d'information et de recherche extérieurs, qui lui permettent de répondre à des demandes particulières provenant de services d'information nationaux ou étrangers.

1.1.5. Activité 5

Mise en train de systèmes de communication et d'échange d'information (a) entre l'unité centrale et les unités nationales d'information et (b) entre chaque unité et le milieu du commerce privé. Mise en place de mécanismes d'échange d'informations avec d'autres institutions (siège central du CCI, PADIS, CPCCAP, CNUCED, FAO, ONUDI, etc.).

1.2 Résultat escompté 2

Collecte, codification, analyse et diffusion d'informations sur les sources de documentation, les répertoires d'importateurs et d'exportateurs, les dispositions de régulation du commerce, les tarifs douaniers, et les appels à soumission et les offres de marchés, etc. (a) entre l'unité centrale et les services d'information nationaux, et (b) entre les unités d'information et le milieu du commerce privé.

1.2.1. Activité 1

Actualisation du catalogue de ce que possèdent l'unité centrale et les services nationaux participants ; impression et diffusion du catalogue et des directives concernant le fonctionnement du système d'échange d'informations.

1.2.2. Activité 2

Collecte d'informations sur les producteurs, les exportateurs et les importateurs des pays participants ; codage informatisé de ces informations à l'unité centrale ; impression et diffusion de répertoires d'importateurs et d'exportateurs, par pays et par produit.

1.2.3. Activité 3

Définition des besoins et mise en train des systèmes de transmission régulière, à partir de l'unité centrale vers toutes les unités d'information nationales ; de renseignements commerciaux d'intérêt général : informations à jour sur les spécifications des moyens de formation, la réglementation commerciale, les accords de traitement préférentiel, les prix, le partenariat (joint venture), les importations groupées, les transports affrétés, les appels d'offres, etc.

1.2.4. Activité 4

Organisation de réunions dans les différents pays pour présenter le système d'information au milieu du commerce privé et à partir des observations faites par les participants, proposer des adaptations ou des changements au système d'échange d'information prévu, afin de répondre au mieux aux besoins particuliers du commerce privé.

### 1.2.5. Activité 5

Mise en place dans chaque pays participant, de systèmes de diffusion sélective rapide, dans le milieu du commerce privé, des informations pertinentes recueillies ; surveillance constante pour que l'information atteigne bien son destinataire et soit utile, et pour savoir comment l'information est utilisée concrètement dans les transactions commerciales.

## 2. Objectif immédiat 2

Evaluer les effets du système sur les opérations commerciales effectives dans la sous-région.

### 2.1 Résultat escompté 1

Organisation d'un stage pour des entrepreneurs du secteur privé de la sous-région au cours duquel seront sollicitées les observations des participants concernant les effets du réseau d'information et de la qualité des renseignements commerciaux fournis.

#### 2.1.1. Activité 1

Sélection des représentants du commerce privé, clients réels ou potentiels du service d'information, qui participeront audit stage.

#### 2.1.2. Activité 2

Tenue du stage. Consignation des conclusions et recommandations des participants.

#### 2.1.3. Activité 3

Formulation de propositions relatives à la poursuite de l'assistance fournie dans le cadre du projet et à la consolidation du système d'information, afin de satisfaire au mieux les besoins des entrepreneurs du secteur privé.

## D. Budget

### 1. Justifications

#### 11.01 Conseiller technique principal (CTP) 24 mois/travail

Le CTP sera un spécialiste hautement qualifié de l'information commerciale. Il (elle) sera attaché (e) à l'unité d'information centrale, mais devra faire de fréquents déplacements dans les pays participants. Son mandat consistera à : (a) établir le plan de travail détaillé du projet ; assurer son exécution conformément à la politique de développement et de coopération économique de la sous-région et, en particulier, sa coordination avec d'autres programmes nationaux ou sous-régionaux exécutés par le CCI ou d'autres institutions, en vue de favoriser la diversification et l'expansion des échanges des entreprises du secteur privé ; (b) collaborer avec les autorités nationales et le secteur privé dans la sélection des organismes nationaux qui participeront au projet et obtenir que le service d'in-



des conseillers spécialisés affectés au projet et les superviser ; (d) définir les besoins en matière de formation ; établir et appliquer le programme de formation en matière d'information commerciale, y compris les séminaires et stages à l'intention des entrepreneurs du secteur privé ; (e) aider les unités d'information nationales à améliorer leurs capacités et à se relier par l'intermédiaire du réseau ; (f) mettre en train ou orienter la mise en place et l'utilisation de bases de données informatisées ; (g) assurer la diffusion régulière et constante de renseignements commerciaux pertinents parmi les entrepreneurs du secteur privé.

11.02 Conseiller en informatisation

6 M/T

Ce conseiller spécialisé sera chargé de la mise en place des bases de données informatisées et de la formation du personnel pour leur utilisation ; des données comprennent : les statistiques commerciales, les répertoires d'exportateurs et d'importateurs, etc ; sa mission entraînera des travaux avec les bases de données informatisées du Siège du CCI, une coordination avec les bases des données du PADIS, de la CNUCED, etc ; des visites dans les six pays intéressés.

11.03 Services consultatifs

2 M/T

Il est prévu deux mois/travail pour des services consultatifs spécialisés non spécifiés, dont le CTP déterminera la nature selon les besoins qu'il décèlera.

17.01 Experts nationaux

12 M/T

17.05

Pour chaque pays, un expert national (documentaliste-informaticien expérimenté) sera sélectionné et travaillera, sous la supervision du CTP, avec le service national d'information commercial désigné. Ces experts seront chargés d'activités menées au plan national, superviseront la formation du personnel national homologue, entretiendront des rapports personnels constants avec le secteur privé et, élément très important, seront chargés de la collecte de l'information relative à leur pays d'affectation (statistiques, offres de marchés, appels à soumission, renseignements sur les producteurs, les exportateurs et les importateurs, etc) et leur diffusion par l'entremise du réseau. Ces experts sont fournis par les pays participants à partir des projets nationaux en cours d'exécution ou des structures nationales de promotion commerciale existantes.

15.01 Voyages

16.01

Les travaux du CTP, des conseillers et des experts affectés dans les différents pays entraîneront de fréquents déplacements entre l'unité centrale et les autres services nationaux d'information liés au projet. Il faut prévoir aussi des voyages aller et retour à Genève pour maintenir une liaison étroite du projet avec le service d'information informatisée au Siège du CCI, PADIS, ainsi qu'avec d'autres institutions, qui pourraient être utiles à l'efficacité du projet.

21.01      Sous-traitance

\$US 20,000

Un crédit relativement modeste est prévu pour la préparation et l'impression des publications élaborées dans le cadre du projet : fichiers de documentation, répertoires d'importateurs et d'exportateurs, bulletins d'informations, etc. Des fonds complémentaires pourront sans doute être accordés par les pays participants pour la production et la distribution desdites publications et (ou) provenir de leur vente aux hommes d'affaires ou autres groupes intéressés.

32.01      Formation

\$US 20,000

Le crédit prévu devrait financer : un colloque consultatif préliminaire avec des représentants officiels des pays intéressés pour présenter le projet ; des séminaires et stages périodiques sur la diffusion de l'information à l'intention d'opérateurs du secteur privé ; éventuellement des moyens de formation spécialisés en matière d'information destinés aux homologues nationaux. Dans la plupart des cas, les frais de voyage et autres seront payés par les organisations qui parrainent les participants.

41.01      Equipements

\$US 120,000

Cet élément important de l'apport international comprend l'acquisition : de publications, journaux, livres et documents de référence indispensables pour l'exécution du projet ; des micro-ordinateurs, imprimantes, logiciels et périphériques à installer dans les unités nationales ; du matériel de transmission de l'information aux autres services d'information du réseau ; une machine à écrire électrique, d'une photocopieuse ; d'autres fournitures et matériels indispensables.

51.01      Divers

\$US 42,500

Disposition budgétaire normale pour couvrir des frais tels que l'entretien du matériel, la reproduction des rapports et les frais divers.

F.      Examens, rapport et évaluation du projet

1.      Orientation du projet

Le projet sera soumis périodiquement à un examen conformément aux principes et modalités adoptés par la CEA concernant l'orientation d'un projet et l'exécution du programme prévu.

2.      Rapport d'activité et rapport final

Des rapports d'activité seront établis à intervalles réguliers par l'agent d'exécution en consultation avec le MULPOC de YAOUNDE et conformément aux modalités fixées par la CEA.

3.      Evaluation

Le projet fera l'objet d'un examen conformément aux

2. Budget (Estimations)

Le projet de budget concernant les crédits à fournir par le FASNUDA et les pays bénéficiaires figure ci-joint en annexe

Budget du projet (contribution en \$US)

Pays : Burundi, Guinée Equatoriale, Rwanda, Sao Tomé et Principe,  
Angola (Statut d'observateur)

Numéro projet : RAF/

Titre projet :

	W/M	TOTAL	W/M	1991	W/M	1992
10. PERSONNEL DU PROJET						
11.01 Conseiller technique principal	24.0	222.000	12.0	108.000	12.0	114.000
11.51 Consultants	8.0	106.000	4.0	52.000	4.0	54.000
13.01 Supports administratifs	20.0	46.000	8.0	16.000	12.0	30.000
15.00 Frais de voyage		50.000		30.000		20.000
19. Total de l'élément	52.0	116.000	24.0	218.000	28.0	228.000
20. TRAVAUX SOUS-TRAITES						
21. Travaux sous-traités/impression		20.000		10.000		10.000
29. Total de l'élément		20.000		10.000		10.000
30. FORMATION						
32. Formation		20.000		10.000		10.000
39. Total de l'élément		20.000		10.000		10.000
40. EQUIPEMENT						
41.01 Matériel consommable		60.000		55.000		5.000
42.01 Matériel non-consommable		60.000		55.000		5.000
49. Total de l'élément		120.000		110.000		10.000
50. DIVERS						
51.01 Entretien		14.000		6.000		8.000
51.02 Dépenses établissement rapports		5.000		2.500		2.500
53.01 Frais divers		23.500		13.500		10.000
59. Total de l'élément		42.500		22.000		20.500
59. TOTAL CONTRIBUTIONS	52.0	648.500	24.0	370.000	28.0	278.500

## ANNEXE II

### DEUXIEME PARTIE :

LES PRODUITS SUIVANTS SONT IMPORTES  
DU RESTE DU MONDE PAR LES PAYS DE LA  
SOUS-REGION DE L'AFRIQUE CENTRALE  
ALORS QU'ILS SONT DISPONIBLES DANS  
D'AUTRES PAYS DE LA MEME SOUS-REGION.

Note: Pour la lecture et l'interprétation des informations contenues dans cette partie, il est donné pour chaque produit un tableau synoptique reprennant horizontalement les pays et verticalement la nature de la transaction (Import/Export). L'astérix repris en dessous du pays indique que celui-ci est, suivant le cas, importateur ou exportateur du produit considéré.

PRODUIT :0341 POISSONS FRAIS (VIV./NON),OU REFRIG.(SAUF FILETS)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT		*			*

PRODUIT :0342 POISSONS CONGELES (A L'EXCEPTION DES FILETS)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT	*		*	*	

PRODUIT :0344 FILETS DE POISSON CONGELES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*			*	

PRODUIT :0360 CRUSTACES,MOLLUSQ.,COQUILL.,FRAIS,REFRIG.,CONG.ETC

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT		*	*	*	

PRODUIT :0371 PREPARATIONS & CONSERVES DE POISSONS,N.D.A. CAVIAR

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT :05459 LEGUMES & PLANTES POTAGERES FRAIS/REFRIGER. N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 05461 LEGUMES & PLANTES POTAGERES CUIITS OU NON, CONGELES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 05659 LEGUM. & PLANT.PREPAP./CONSERV.SANS VINAIG.ETC.NDA

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT	*		*		

PRODUIT : 0611 SUCRES DE BETTERAVE ET CANNE, BRUTS A L'ETAT SOLIDE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT		*	*	*	

PRODUIT : 0612 SUCRES RAFFIN.& PROD.DU RAFFIN.(SUCRE:BETTER.CANN)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT		*		*	*

PRODUIT : 07111 CAFE NON TORREFIE; COQUES ET PELLICULES DE CAFE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT : 07112 CAFE TORREFIE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*		*	
EXPORT	*		*		*

PRODUIT : 0712 EXTRAITS/ESSENCES DE CAFE & PREPARATIONS;CHICOREE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 0722 CACAO EN POUDRE, NON SUCRE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT			*		

PRODUIT : 0730 CHOCOLAT & AUTRES PREPTNS. CONTENANT DU CACAO N.D.A

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 0741 THE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	
EXPORT	*		*		*

PRODUIT : 0751 POIVRE(PIPER);PIMENTS(CAPSICUM ET PIMENTA)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 08141 FARINES DE VIANDES/ABATS, IMPROPRES ALIM. HUMAINE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT			*		



PRODUIT : 08199 PREPARATIONS FOURRAGERES MELASSEES OU SUCREES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 09806 LEVURES NATURELLES, VIVANTES/MORTES; ARTIFICIELLES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 1123 BIERES (Y COMPRIS L'ALE, LE STOUT ET LE PORTER)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 12111 TABACS SECHES EN SECHOIRS A L'AIR CHAUD

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*		*		*

PRODUIT : 12119 TABACS AUTRES QUE SECHES EN SECHOIRS A L'AIR CHAUD

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT	*	*	*		*

PRODUIT : 12121 TABACS SECHES EN SECHOIRS A L'AIR CHAUD

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*		*
EXPORT					*

PRODUIT :12129 TABACS AUTRES QUE SECHES EN SECHOIRS A L'AIR CHAUD

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*		
EXPORT	*		*		*

PRODUIT :1213 DECHETS DE TABAC

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*		*		*
EXPORT			*		

PRODUIT :24711 BOIS BRUTS, MEME ECORCES OU SIMPLEMENT DEGROSSIS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT :24721 BOIS BRUTS, MEME ECORCES OU SIMPLEMENT DEGROSSIS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT :2479 POTEaux DE MINES, ETais, PIEUX; AUTRES BOIS BRUTS, NDA

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT		*	*	*	

PRODUIT :2481 TRAVERSES EN BOIS POUR VOIES FERREES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*		*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 24831 BOIS AUTR. QUE CONIFER. SCIES LONGIT. EPAIS. SUP. A 5MM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*				
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT : 24832 BOIS AUTR. QUE CONIFER. (INCL. LAMES POUR PARQUETS)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT			*		

PRODUIT : 25172 PATES BLANCHIES/MI BLANC. (AUTR. QUE P. A DISSOUDRE)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*				

PRODUIT : 2631 COTON (NON COMPRIS LES LINTERS) EN MASSE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*		*		*
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT : 27323 GYPSE ET ANHYDRITE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT				*	

PRODUIT : 27721 EGRISSES ET POUDRES DE PIERRES GEMMES ET SYNTHETIQ.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*			
EXPORT		*			*

PRODUIT : 27899 MATIERES MINERALES N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT		*		*	

PRODUIT : 2877 MINERAIS DE MANGANESE MEME ENRICHIS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT		*		*	*

PRODUIT : 29193 BOYAUX, VESSIES, ESTOMACS D ANIMAUX, SAUF POISSONS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*	*	*

PRODUIT : 2922 GOMME LAQUE, MEME BLANCHIE, RESINES & BAUMES NATURE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*		*		

PRODUIT : 2924 PLANTES, GRAINES, FRUITS EMPLOY. PARFUMERIE, MEDECINE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT			*		*

PRODUIT : 2925 GRAINES, SPORES ET FRUITS A ENSEMENCER, N.D.A

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 29291 SUCS & EXTRAITS VEG. MATIER. PECTIQUES, AGAR AGAR ET						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT		*	*	*	*	
EXPORT			*		*	

PRODUIT : 33411 ESSENCES POUR MOTEURS, COMPRIS ESSENCES D'AVIATION						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT	*	*	*	*	*	
EXPORT					*	

PRODUIT : 33419 AUTRES HUILES LEGERES DE PETROLE OU MINER. BITUMIN						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT			*		*	
EXPORT				*		

PRODUIT : 3343 GAS OILS						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT	*	*	*	*	*	
EXPORT			*	*		

PRODUIT : 3344 FUEL OILS N.D.A.						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT		*			*	
EXPORT		*	*	*	*	

PRODUIT : 33451 HUILES LUBRIF. & H. LOURDES (AUTR. QUE BRUT.) DE PETROL						
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE	
IMPORT	*	*	*	*	*	
EXPORT				*		

PRODUIT : 4234 HUILE D'ARACHIDE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 4242 HUILE DE PALME

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*			*
EXPORT			*	*	*

PRODUIT : 51218 GLYCERINE(Y COMPRIS EAUX & LESSIVES GLYCERINEUSES)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT			*		*

PRODUIT : 5146 COMPOSES AMINES A FONCT.OXYGENEES SIMPLES/COMPLEX.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT			*		

PRODUIT : 51560 AUTRES COMPOSES HETEROCYCLIQUES, ACIDES NUCLEIQUES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*		*
EXPORT		*			

PRODUIT : 51691 ENZYMES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT					*

PRODUIT : 52329 SELS ET PERSELS DES ACIDES INORGANIQUES, N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT					*

PRODUIT : 5311 MATIERES COLORANTES ORGANIQUES SYNTHETIQUES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT		*	*		

PRODUIT : 54165 TOXINES, CULTURES DE MICRO ORGANISMES & PROD. SIMIL.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT					*

PRODUIT : 54179 MEDICAMENTS CONTENANT D'AUTRES SUBSTANCES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 5530 PROD. DE PARFUMERIE OU TOILETTE PREPAR. & COSMETIQ.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 56216 UREE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*		*
EXPORT				*	

PRODUIT : 5723 ARTICLES DE PYROTECHNIE (ARTIFICES, PETARDS, ETC.)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*			
EXPORT			*		

PRODUIT : 58313 POLYETHYLENE SOUS FORME DE PLAQUES, FEUILLES ETC.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 5839 AUTRES PROD. DE POLYMERISATION OU COPOLYMERISATION

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT		*	*	*	

PRODUIT : 5911 INSECTICIDES PRESENTES POUR LA VENTE AU DETAIL

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 5913 HERBICIDES PRESENTES POUR LA VENTE AU DETAIL

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 6114 CUIRS ET PEAUX D'AUTRES BOVINS, PREPARES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT			*		



PRODUIT : 61169 PEAUX PREPAREES, N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*				

PRODUIT : 62591 CHAMBRES A AIR

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 6341 BOIS SIMPLEMENT SCIES, FEUILLES DE PLACAGE ETC.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT : 6342 BOIS CONTRE PLAQUES "FEUILLES DE PLACAGE"

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT	*		*	*	*

PRODUIT : 63492 BAGUETTES ET OULURES EN BOIS, POUR MEUBLES, ETC.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 63549 OUVR. DE TABLETTERIE ET PETITE EBENISTERIE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*				

PRODUIT :6411 PAPIER JOURNAL

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	
EXPORT				*	*

PRODUIT :64139 PAPIER ET CARTON KRAFT, EN ROULEAUX/FEUILLES N.D.A

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT :64151 PAPIER MI CHIMIQUE POUR CANNELURE "FLUTING"

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT				*	

PRODUIT :65133 FILS DE COTON ,MESURANT 40000 A 80000 M. PAR KG.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT			*		

PRODUIT :65214 AUTRES TISSUS CONT. > 85% DE COTTON, ECRUS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*		*
EXPORT			*		*

PRODUIT :65224 AUTRES TISSUS CONTENANT > 85% DE COTON, BLANCHIS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 65522 ETOFFES DE BONNETERIE NON ELASTIQUE DE COTON

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT					*

PRODUIT : 65845 LINGE DE TOILETTE, D'OFFICE, DE COTON

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	
EXPORT			*		*

PRODUIT : 6612 CEMENTS HYDRAULIQUES, MEME COLORES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 66132 OUVRAGES EN PIERRES DE TAILLE OU DE CONSTRUCTION

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*		*

PRODUIT : 66511 BONBONNES, B UTEILLES, FLACONS, POTS, TUBES ET SIM.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT		*			

PRODUIT : 6666 STATUETTES, OBJETS DE FANTAISIE EN PORCELAINE/CERAM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 66722 DIAMANTS, TRIES, BRUTS OU SCIES, CLIVES OU DEBRUTES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT	*	*			*

PRODUIT : 66729 DIAMANTS, TAILLES OU AUTREMENT TRAVAILL. NON SERTIS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*			*	
EXPORT	*	*		*	*

PRODUIT : 6673 AUTRES PIERRES GEMMES, BRUTES, TAILLEES, NON SERTIES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*				
EXPORT	*				*

PRODUIT : 67161 FERROMANGANESE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT	*				

PRODUIT : 67162 FERROSILICIUM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT					*

PRODUIT : 67169 AUTRES FERRO ALLIAGES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT					*

PRODUIT : 67271 EBAUCHES, EN ROULEAUX POUR TOLES, AUTRES QU EN ACIER

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT	*				

PRODUIT : 6747 TOLES ETAMEES EN ACIER

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT					*

PRODUIT : 6782 TUBES ET TUYAUX DITS "SANS SOUDURE" EBAUCHES ETC.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT		*		*	

PRODUIT : 68221 BARRES, PROFILES ET FILS EN CUIVRE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT					*

PRODUIT : 68223 FEUILLES ET BANDES MINCES EN CUIVRE DE < 0.15MM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT					*

PRODUIT : 6841 ALUMINIUM ET ALLIAGES D ALUMINIUM, BRUTS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT			*		

PRODUIT : 68421 BARRES, PROFILES ET FILS, EN ALUMINIUM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 6861 ZINC ET ALLIAGES DE ZINC, BRUTS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT		*	*		*

PRODUIT : 6912 CONSTRUCTIONS ET PARTIES DE CONSTR. ALUMINIUM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 69241 FUTS, TAMBOURS, BIDONS EN TOLE DE FER OU D ACIER

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 69242 FUTS, TAMBOURS, BIDONS EN ALUMINIUM

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		*
EXPORT					*

PRODUIT : 69401 POINTES, CLOUS, CRAMPONS ETC. EN FONTE/FER/ACIER/CUI.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 69402 BOULONS ET ECROUS, VIS ETC. EN FONTE/FER/ACIER

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 7139 PARTIES ET PIECES DETACHEES N.D.A. POUR 713.2/3/8

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		*

PRODUIT : 7144 PROPULSEURS A REACTION

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT		*	*	*	*

PRODUIT : 71481 TURBO PROPULSEURS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*	*	

PRODUIT : 71488 AUTRES TURBINES A GAZ, N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	*

PRODUIT : 71499 PARTIES ET PIECES DETACHEES DES POS 714.88/718.88

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT		*		*	

PRODUIT : 7161 MOTEURS ET GENERATRICES A COURANT CONTINUE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 71622 GENERATRICES A COURANT ALTERNATIF

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 71888 AUTRES MOTEURS ET MACHINES MOTRICES, N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*			*
EXPORT			*		

PRODUIT : 72197 AUTRES APP. POUR L AGRICULTURE, L AVICULTURE ETC

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 7233 ROULEAUX COMPRESSEURS A PROPULSION MECANIQUE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*	*	

PRODUIT : 72341 BOUTEURS (BULLDOZERS), NIVELEUSES AUTOPROPULSES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT		*		*	*



PRODUIT : 72343 AUTRES MACH. ET APP. D EXTRACTION, DE TERRASSEMENT

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 72346 AUTRES MACH. ET APP. D EXTRACTION, EXCAVATION ETC.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT	*		*		

PRODUIT : 7239 PARTIES ET PIECES DETACHEES, N.D.A. (723.41 723.46)

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT		*	*	*	

PRODUIT : 72839 PIECES DETACHEES, N.D.A., POUR MACH. DU 728 3

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 72848 AUTRES MACH./APP. ET ENGINES MECANIKES, N.D.A.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 7431 POMPES, MOTO POMPES A AIR ET A VIDE, COMPRESSEURS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		*

PRODUIT :7821 VOITURES AUTOMOBILES POUR TRANSPORT MARCHANDISES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT	*	*		*	

PRODUIT :7849 PIECES DETACHEES REPRIS AUX 722/781/782/783

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT :7922 AERODYNES D'UN POIDS A VIDE DE < 2000 KG.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT		*		*	

PRODUIT :7924 AERODYNES D'UN POIDS A VIDE DE > 15000 KG

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT :7929 PIECES DETACHEES DES AERODYNES ETC DU 792

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*	*	

PRODUIT :79321 YACHTS ET AUTRES BATEAUX DE PLAISANCE, DE SPORT

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 79322 BATEAUX CITERNES DE TOUS TYPES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT				*	
EXPORT			*		

PRODUIT : 79324 CHALUTIERS ET AUTRES BATEAUX DE PECHE, NAV. USINES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	
EXPORT		*			

PRODUIT : 79381 BATEAUX SPECIALEMENT CONCUS POUR LE REMORQUAGE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 79382 BATEAUX PHARES, POMPES, DRAGUEURS

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 84232 PANTALLONS ET CULOTTES, HOMMES DE COTON

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 84411 CHEMISES, CHEMISETTES POUR HOMMES DE COTON

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 84599 AUTRES VET.DE DESSUS/ACCESS.D AUTRES FIBRES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT					*
EXPORT			*		

PRODUIT : 85102 CHAUSSURES A SEMELLES EN CUIR,ART. OU RECONSTIT.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 87412 INSTR./APP.DE GEODESIE, TOPOGRAPHIE, D ARPENTAGE ETC

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT			*		

PRODUIT : 87483 AUTRES INSTR.APP.ELECTRONIQUES DE MESURE/CONTROLE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*	*	*
EXPORT	*	*	*	*	*

PRODUIT : 8749 PIECES DETACHEES/ACCES.POUR PROD.873,874.3/54,8748

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 88222 PELLICULES SENSIBILISEES, PERFOREES OU NON

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT					*

PRODUIT : 88412 LENTILLES, PRISMES, MIROIRS MONTES P, INST. ET APP.

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*		
EXPORT				*	

PRODUIT : 89283 TIMBRES POSTE, TIMBRES FISCAUX ET ANALOGUES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT	*	*	*		*
EXPORT				*	

PRODUIT : 89601 TABLEAUX, PEINTURES, DESSINS FAITS A LA MAIN

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*		
EXPORT	*				

PRODUIT : 89606 OBJETS D ANTIQUITE AYANT PLUS DE 100 ANS D AGE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT			*	*	
EXPORT		*	*	*	*

PRODUIT : 8972 BIJOUTERIE DE FANTAISIE

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT	*				

PRODUIT : 89731 ART. DE BIJOUTERIE ET DE JOAILLERIE ET PARTIES

PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	

PRODUIT : 89832 DISQUES POUR PHONOGRAPHES, BANDES, SUPPORTS DE SON

=====					
PAYS	R.C.A.	CONGO	CAMEROUN	GABON	ZAIRE
IMPORT		*	*	*	*
EXPORT				*	